

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico  
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 19 octobre 2023

Le secteur de l'énergie attirerait 40 % des investissements liés au *nearshoring* en 2023.

Entre janvier et septembre 2023, près de 160 annonces d'investissement ont été enregistrées en lien avec le *nearshoring* pour un montant total de 42,1 Mds USD, dont 17 Mds USD liés à six projets dans le secteur de l'énergie.

Ce secteur aurait ainsi le plus bénéficié des investissements depuis ce début d'année, devant le secteur automobile (30 % des investissements sur la période).

L'annonce la plus importante aurait été celle d'un investissement à hauteur de 14 Mds USD, par l'entreprise étatsunienne Mexico Pacific Limited, destiné à la construction d'un gazoduc et d'une usine de liquéfaction de gaz dans l'état de Sonora, avec pour objectif la liquéfaction de gaz naturel en provenance des Etats-Unis puis son exportation vers l'Asie.

LE CHIFFRE A RETENIR

40 %

Part des investissements liée au  
*nearshoring* à destination du  
secteur de l'énergie

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale du Mexique (Banxico) pourrait normaliser sa politique monétaire à partir du T2 2024. L'économie du Mexique se montre dynamique, avec une consommation résiliente, un faible taux de chômage et un fort investissement privé, qui pèsent néanmoins sur la stratégie de lutte contre l'inflation, par le canal d'une hausse de la demande globale. Les analystes prévoient un assouplissement au début de 2024, car la banque a maintenu ses taux directeurs à 11,25 % lors des quatre dernières réunions de politique monétaire et les membres du conseil ont indiqué qu'ils pourraient se maintenir à un tel niveau plus longtemps que prévu (cf *infra*).

Les autorités monétaires mettent en garde le gouvernement sur les **conséquences d'un déficit budgétaire** plus important en 2024. Le manque de synchronisation entre une politique budgétaire expansive et une position monétaire restrictive implique de rester attentif aux effets que le stimulus pourrait avoir sur la demande globale. En effet, si le déficit budgétaire de 4,9 % du PIB est approuvé pour l'année prochaine, cela pourrait entraîner des pressions sur la demande, et ainsi entraîner un maintien plus long que prévu des taux directeurs à un niveau élevé.

La force du peso mexicain aurait eu un impact négatif sur la Bourse mexicaine, qui a enregistré une baisse de 18 % g.a au T3 2023 de son revenu net. Ce phénomène s'explique par un nombre moins élevé d'opérations croisées au cours du T3 2023, le commerce des

actions traversant une période difficile en raison des niveaux élevés de taux d'intérêts et des taux de change. Les revenus du commerce des dérivés et du commerce ont diminué de 9 % g.a au T3 en raison d'une moindre négociation de contrats à terme en USD. En effet, le nombre total de contrats à terme dérivés ouverts en dollars ou d'intérêts ouverts a chuté de 44 % par rapport au T3 2022.

Le commerce bilatéral entre la Corée du Sud et le Mexique est passé de 10 à 64 Mds USD entre 2000 et 2022. Selon Gabriel Yorio, vice-ministre des Finances, les entreprises coréennes bénéficieraient le plus du phénomène de nearshoring et des avantages fiscaux mis en place par le gouvernement pour l'accompagner. La Corée du Sud est l'un des principaux fournisseurs d'intrants pour la conception des principales exportations du Mexique.

La néo-banque Nu México a déposé une demande auprès de la Commission Nationale des Banques et des Valeurs Mobilières (CNBV) pour opérer en tant **qu'institution bancaire multiple**. La banque est l'un des principaux émetteurs de cartes de crédit dans le pays. Elle chercherait désormais à mettre en place le cadre réglementaire adéquat pour lui permettre de se développer autant, voire plus, qu'au Brésil.

## Finances publiques

Le coût financier de la dette de près de 4 % du PIB en 2024 serait le plus élevé de ces trente dernières années. Au cours du mandat de l'actuel président Andrés Manuel Lopez Obrador, les recettes fiscales auraient augmenté de 1,3 point de pourcentage, sans mise en œuvre d'une réforme fiscale créant de nouveaux impôts ni l'augmentation des impôts existants.

Entre 2018 et 2022, les recettes fiscales sont ainsi passées de 11,9 à 13,2 % du PIB. Cette amélioration serait toutefois annulée par la hausse du coût financier de la dette. En effet, de 2018 à 2024, le coût financier de la dette augmenterait de 1,2 points, passant de 2,5 à 3,7 % du PIB.

La Chambre des députés a approuvé la loi sur les recettes fédérales 2024, avec 260 voix pour et 195 contre, ce jeudi 19 octobre. Le document établit qu'au cours de l'exercice fiscal 2024, les recettes s'élèveraient à un total de 430 Mds USD (-1,8 % g.a.). Les recettes se fondent sur l'hypothèse d'une croissance du PIB comprise entre 2,5 et 3,5 % pour 2024 ; un taux de change annuel moyen de 17,5 MXN/USD ; et une production de pétrole brut de 1,9 millions de barils par jour.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 19/10
Bourse (IPC)	-2,13%	+6,4%	49 274,78 points
Change MXN/USD	1,33%	-8,74%	18,24
Change MXN/EUR	1,95%	-1,34%	19,32
Prix du baril mexicain	1,83%	8,57%	82,47

# Amérique centrale

## Région CA-4

La BCIE a présenté les six candidats présélectionnés pour la succession de Dante Mossi au poste de président exécutif, qui devrait avoir lieu en novembre prochain. La présélection des candidats a été confiée au cabinet Heidrick & Struggles qui a évalué les 250 candidatures déposées avant le 15 septembre. Parmi les candidats présélectionnés figurent (i) deux Salvadoriens, Enrique Alberto Cañas Jiménez (ancien directeur exécutif de la BCIE pour El Salvador et chef de la division des marchés financiers de la BID) et Celina María Padilla de O'Byrne (avocate et ancienne présidente du conseil d'administration de Banco Hipotecario El Salvador) ; (ii) deux Costariciens, Ana Guissella Sánchez Maroto (directrice régionale de la stratégie de BAC Costa Rica) et Bernardo José Alfaro Araya (directeur général de Banco Nacional de Costa Rica) ; (iii) un Hondurien, Hugo Rolando Noé Pino (ancien président de la Banque centrale du Honduras, actuel Premier Vice-Président du Congrès) et (iv) un Guatémaltèque, Jaime Roberto Díaz Palacios (vice-président exécutif actuel de la BCIE). Le conseil d'administration de la BCIE auditionnera les six candidats à partir du 23 octobre et soumettra une liste restreinte à l'examen du Conseil des gouverneurs qui sera chargé d'élire le président le 17 novembre.

## Belize

Au cours des deux dernières années, le **Belize a procédé à d'importants *debt-for-nature swaps* par le biais d'émissions**

de *blue bonds*, titres engageant l'emprunteur à utiliser une partie du produit de l'émission pour des projets de conservation marine. Mis en avant dans un récent rapport du FMI, les fonds prêtés sous la forme de *blue bonds* ont permis de racheter la totalité des obligations externes du pays à des prix inférieurs à la valeur nominale du marché, permettant ainsi d'alléger la dette, et de créer un fonds de dotation pour financer des projets de conservation marine à long terme. Le swap prévoit 178 M USD pour la conservation marine, comprenant des contributions gouvernementales de 4,2 M USD par an pendant 20 ans entre 2022 et 2041, et un fonds de dotation pour financer des projets de conservation marine après 2041. Le Belize s'est également engagé dans le cadre des *blue bonds* à étendre la zone océanique qu'il protège à 30 % d'ici à 2026.

**L'UE ajoute le Belize à sa liste des pays non coopératifs en matière fiscale.** A l'occasion de sa revue semestrielle des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales, le Conseil de l'UE a également ajouté Antigua et Barbuda et les Seychelles à cette liste. Ces trois pays ont été ajoutés sur la base d'un respect insuffisant des normes internationales en matière d'échanges de renseignements fiscaux sur demande. Trois pays ont en revanche été retirés de la liste à l'occasion de cette revue (Iles Vierges Britanniques, Costa Rica et Iles Marshall). La liste se maintient ainsi globalement à 16 pays (essentiellement territoires insulaires des Caraïbes et du Pacifique, en sus de la Russie et du Panama).

## Costa Rica

**Les conclusions du Conseil de l'UE** confirme la sortie du Costa Rica de la liste des juridictions non coopératifs à des fins fiscales, suite à la modification

du régime d'exonération des revenus de source étrangère. Cette décision fait suite au vote début octobre 2023 par l'Assemblée Nationale d'une loi réformant le régime fiscal, passant outre le veto présidentiel.

## El Salvador

Une mission du FMI s'est rendue dans le **pays afin d'entamer des discussions** sur un nouveau programme, et a permis certaines avancées. L'institution a précisé que la mission ne visait pas à finaliser la question d'un nouveau programme mais à entamer un dialogue constructif qui doit se poursuivre dans les mois à venir. Pour rappel, en 2021, des négociations entre le gouvernement salvadorien et le FMI avaient eu lieu afin d'aboutir à un accord d'un montant de 1,3 Md au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC), mais l'adoption du bitcoin en tant que monnaie légale avait mis un terme aux négociations. Cette question continue d'être un frein à la conclusion d'un nouvel accord.

Le Ministère des Finances a commencé à placer de la dette à moyen et long terme sur le marché intérieur pour payer les échéances de dette à court terme prévues pour cette année. Cette opération fait suite à l'annonce d'un accord entre le Ministère des Finances et plusieurs banques du pays pour restructurer 1,5 Md USD de dette à court terme. Le 5 et 6 octobre, le Trésor a émis des obligations pour un montant total de près de 70 M USD avec un taux moyen pondéré de 9,75 % et une échéance de sept ans. Le taux d'intérêt à payer sur la dette à moyen et long terme est cependant plus élevé que celui que le Trésor payait sur la dette à court terme, le taux d'intérêt payé sur les émissions de bons du trésor (LETES) et certificats du trésor (CETES) au cours des derniers mois ayant été de 8,25%.

Le déficit commercial du Salvador a atteint 5,878 Mds USD à fin août 2023 (-11,2 % g.a.), selon la Banque centrale. Les exportations de marchandises ont atteint 4,547 Mds (-8,3 % g.a.), tandis que les importations se sont élevées à plus de 10,425 Mds USD (-10,3 % g.a.) au cours des huit premiers mois de l'année. Les États-Unis, premier partenaire commercial du Salvador, ont acheté des marchandises pour 1,64 Md USD et en ont vendu pour 2,98 Mds USD sur la période. Le Guatemala figure également parmi les principaux partenaires commerciaux du Salvador, qui a vu ses importations en provenance du Guatemala chuter d'environ 52 M USD pendant les dix premiers jours de blocages dans le pays voisin.

Grupo Calleja, propriétaire de la principale chaîne de supermarchés salvadorienne, Súper Selectos, a annoncé une offre de rachat des supermarchés colombiens Exito au groupe français Casino pour 556 M USD. **Plus précisément, l'offre publique d'achat (OPA) de Grupo Calleja porte sur les 34,05 % (400 M USD) des actifs de Grupo Exito détenus par le groupe Casino et les 13,1 % détenus par la filiale brésilienne du groupe casino, Grupo Pão de Açúcar (156 M USD). L'OPA sera soumise aux autorités américaines et colombiennes, les deux pays dans lesquels Grupo Exito est coté, et devrait être clôturée d'ici la fin de l'année. Cet achat permettrait au groupe salvadorien d'étendre ses activités en Amérique du Sud, Grupo Exito étant présent en Colombie, Uruguay et Argentine.**

## Guatemala

Le nombre de blocages routiers a diminué cette semaine (moins de 20 en moyenne), permettant une reprise

**partielle de l'activité économique dans** le pays. Les grands ports du pays, paralysés depuis plusieurs jours en raison des barrages à leurs entrées et sorties, ont pu reprendre leurs opérations de chargement et de déchargement de conteneurs. La suspension de blocages sur certaines routes importantes du pays a permis à un grand nombre d'entreprises de recevoir des intrants, d'accueillir tous leurs employés et d'expédier leurs marchandises. La quasi-totalité des entreprises et des maquilas ont repris leur fonctionnement, grâce aux retours des employés notamment, mais 56 % d'entre elles ont déclaré qu'elles n'avaient pas encore réussi à exporter leurs produits. Les producteurs de légumes ont également fait état d'une reprise de leur activité, ainsi que d'une baisse des prix, étant donné qu'en raison du retard des livraisons, l'offre est désormais excédentaire dans les points de distribution. En revanche, la hausse des prix des céréales ne s'est pas résorbée, et 25 à 30 % des récoltes pourraient être perdues en raison des retards accumulés et du manque de travailleurs agricoles. Pour rappel, à la fin de la semaine dernière, la Chambre d'industrie du Guatemala (CIG) estimait que la perte de chiffre d'affaires dans l'économie s'élevait 95 M USD par jour de blocage.

Le Guatemala a attiré des investissements directs étrangers (IDE) à hauteur de 743,1 M USD au cours du S1 2023 (+10,7 % g.a.). Les secteurs qui ont capté le plus de flux d'IDE sont les secteurs des transports et du stockage (37,6 M USD), de l'exploitation minière (21,9 M USD) et de l'agriculture (14 M USD). Le seul secteur qui a enregistré des flux négatifs est celui de la fourniture d'électricité, eau et assainissement (-14,7 M USD). Une partie importante des flux d'IDE est originaire d'Amérique centrale & République dominicaine (254 M USD),

suivie des Etats-Unis (156 M USD), du Mexique (138,6 M USD) et des Pays-Bas (80,3 M USD). L'incertitude politique et économique qui s'est installée suite aux élections présidentielles risque de peser sur les investissements étrangers au 2<sup>e</sup> semestre, dont il est probable qu'ils aient été suspendus dans l'attente d'une résolution de la situation politique et sociale.

Le Conseil monétaire a émis un avis favorable pour la souscription d'un prêt d'un montant de 175 M USD visant à **financer l'élargissement du tronçon El Rancho-Teculután de l'autoroute vers l'Atlantique (CA-9 Norte)**. Sur le total du montant souscrit, 75 M USD seront fournies par la BID et 100 M USD par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID). Le projet qui permettrait le passage à quatre voies sur 34 km de l'autoroute CA-9 Norte a déjà reçu le feu vert du Secrétariat pour la planification et la programmation de la présidence (SEGEPLAN) et doit maintenant être discuté et approuvé par le Congrès. Considéré comme stratégique en raison de l'importance du corridor CA-9 Norte pour le transport de personnes et de marchandises entre la ville de Guatemala et Puerto Barrios, il permettrait de réduire de 30 à 50 % la durée moyenne des trajets sur le tronçon routier concerné et de faciliter les exportations vers les Caraïbes, les États-Unis et l'Europe.

## Honduras

Après avoir reculé au cours du T1 2023, l'industrie manufacturière a enregistré une croissance de 0,3 % au cours du T2 2023, selon la Banque centrale. La reprise dans les usines de textile et d'habillement au T2 2023 s'expliquerait par l'amélioration des exportations vers les Etats-Unis et le Nicaragua. La fabrication d'équipements pour

véhicules a également augmenté au T2 2023, étant donné l'augmentation de la demande extérieure en provenance du marché américain. En revanche, une baisse de la croissance a été signalée dans la branche des produits alimentaires, des boissons et du tabac. La région nord du Honduras, qui bénéficie de conditions logistiques favorables avec la présence du port de Puerto Cortés, concentre la majorité de la main-d'œuvre dans les maquilas, avec 81,6 % du total national en 2022, soit 132 785 emplois.

Les autorités douanières et commerciales du Honduras et du Salvador ont officiellement lancé la **mise en œuvre de la déclaration** préalable pour le transit de marchandises originaires d'Amérique centrale (DUCA-F). La mise en œuvre de cette déclaration fait partie de la première phase d'intégration économique et commerciale entre les deux pays et permettrait d'accélérer le passage du transport de marchandises à la frontière en réduisant les délais de dédouanement et les coûts pour les opérateurs commerciaux (les marchandises étant déclarées avant le passage de la douane). Une étude régionale sur les délais de dédouanement réalisée en 2021 avait estimé que le passage de la frontière à la douane d'El Amatillo dans le cadre du régime d'importation entre El Salvador et le Honduras prenait en moyenne plus de quinze heures et trente minutes. La mise en œuvre de la DUCA-F anticipée, qui fait partie des mesures prioritaires à court terme de la stratégie centraméricaine pour la facilitation des échanges, se fait au moyen d'un outil informatique développé et géré par le Système d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), utilisé par le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, avec l'appui de l'Union Européenne.

## Nicaragua

Selon la Banque centrale, le Nicaragua a clôturé le S1 2023 avec une dette extérieure totale de 14,8 Mds USD, soit 94,4 % du PIB. Sur ce total, 8,27 Mds USD correspondaient au secteur public (56 %) et 6,51 Mds USD au secteur privé (44 %). La dette extérieure totale a diminué de 122 M USD par rapport à 2022, principalement en raison d'une diminution de 274,2 M USD de la dette extérieure privée, compensée par une augmentation de 152 M USD de la dette extérieure publique.

Le gouvernement nicaraguayen a livré une première flotte de 250 autobus **achetés à l'entreprise chinoise Yutong**, qui seront utilisés pour améliorer et moderniser les transports publics de **l'aire métropolitaine de Managua**. Les autobus ont été remis aux transporteurs par Daniel Ortega, lors d'une cérémonie officielle à laquelle ont participé des représentants de l'ambassade de Chine et de l'entreprise chinoise Yutong. Sur les 250 unités livrées, 133 seraient distribuées à des entreprises de transport de la municipalité voisine de Managua, Ciudad Sandino, permettant ainsi de changer l'intégralité de la flotte de la ville, tandis que les 117 unités restantes seront livrées aux entreprises de transport de Managua. Lors de son discours, Daniel Ortega a annoncé qu'au total le gouvernement achèterait 1 500 autobus à la Chine afin de moderniser la flotte de transport public. Les autorités nicaraguayennes n'ont pas fourni de détails sur la valeur de chaque unité d'autobus chinois, ni sur le prix et la manière dont elles seront vendues aux transporteurs.

## Panama

Selon l'Institut national des statistiques et du recensement (INEC), l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de 2,3 % g.a. en

septembre 2023. Les données publiées par l'INEC précisent que la variation de l'IPC est largement imputable à la hausse de + 9,7 % g.a. des prix de la catégorie « logement, eau, électricité et gaz de cuisine », dont la part électricité a enregistré une accélération de 39,5 % g.a. en septembre, en lien avec l'arrêt des subventions gouvernementales sur l'électricité.

## Caraiïbes

### Cuba

Cuba accueillera du 6 au 11 novembre la 39ème Foire Internationale de La Havane. Près de 60 pays et plus de 20 délégations officielles participeront à La Foire de la Havane. Cette-dernière accueillera également le 6ème Forum d'investissement, une plateforme de rencontres bilatérales qui permettra de présenter aux investisseurs étrangers les opportunités d'investissement à Cuba, ainsi que le 1er Forum destiné aux jeunes entrepreneurs. La nouveauté cette année sera le pavillon de cubains résidents à l'étranger qui développent des activités économiques à Cuba. Par ailleurs, 39 PME participeront à cette édition. Les enjeux sont nombreux pour le pays, qui cherche à relancer l'activité économique pour affronter la grave crise économique qu'il traverse depuis trois ans.

### Haïti

La Mairie de Thomassique a interdit **l'importation de produits en provenance de la République dominicaine**. Cette mesure fait suite à la décision du gouvernement dominicain de fermer la frontière avec Haïti à cause du conflit généré par la construction d'un canal sur la rivière Masacre/Dajabón. Toutefois le gouvernement dominicain a autorisé le commerce de certains produits malgré

la fermeture. Cependant, le conseil municipal de Thomassique a averti les importateurs, les transporteurs, les commerçants et le public en général que tout produit provenant de la République dominicaine serait considéré comme de la contrebande et que la frontière resterait fermée jusqu'à nouvel ordre.

## République Dominicaine

Le gouvernement dominicain a alloué plus de 260 M DOP (4,3 M EUR) en subventions aux hydrocarbures pour la semaine du 14 au 20 octobre 2023. La volatilité des prix internationaux des hydrocarbures affecte directement le marché dominicain, où le WTI a atteint 84,15 USD avec une augmentation cumulée de 18,7 % entre juin et octobre 2023. Ramón Pérez Fermín, ministre délégué du commerce intérieur au sein du ministère de l'industrie, du commerce et des PME, a affirmé que la subvention atténuerait les effets de cette augmentation mondiale pour la population dominicaine.

Selon le rapport « **Déclarations sur le climat d'investissement 2023** » du département **d'État des États-Unis**, la République dominicaine présente de nombreux défis pour les investisseurs étrangers, tels que le manque de transparence, la corruption, **l'instabilité juridique et les risques** liés au changement climatique. Le rapport reconnaît les efforts du gouvernement actuel pour améliorer le climat des affaires, mais suggère que des réformes plus profondes et plus durables (telles que la réforme du secteur de l'électricité et la réforme fiscale), qui sont davantage nécessaires pour améliorer le climat des affaires et la croissance économique à long terme.

## Bahamas

La compagnie énergétique estonienne, Liwathon Group, acquéreuse de l'ancien terminal pétrolier de South Riding Point, a obtenu une garantie de prêt de l'Export-Import Bank of the United States (EXIM) pour plus de 71,3 M USD, ce qui aiderait l'entreprise à relancer le terminal. Selon Liwathon, la garantie de prêt de l'EXIM est l'une des plus importantes accordées par la banque à un projet dans un pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). La Ministre de Grand Bahamas, Ginger Moxey, a qualifié cet investissement de " décisif " dans la démarche de revitalisation de l'économie de Grand Bahamas. Selon elle, le prêt accordé par la US Export-Import Bank au groupe Liwathon encouragerait de nouveaux investissements, emplois et de nouvelles opportunités commerciales pour l'île de Grand Bahamas.

Le président de la Banque de développement des Bahamas, Quinton Lightbourne, a annoncé que le Cabinet avait approuvé une capitalisation de 30 M USD pour la banque. Le capital provient de la Banque africaine d'import-export, connue sous le nom d'Afreximbank. Il a qualifié cette capitalisation de d'historique, notant que la dernière approbation de capitalisation de la BDB remontait à 2005. Pendant près de vingt ans, cette institution a souffert d'une pénurie de capitaux qui l'a empêchée de remplir sa mission de soutien au développement de l'économie bahaméenne.

Le chantier naval de Grand Bahamas investirait 600 M USD dans son expansion afin de retrouver sa place de plus grand centre de réparation de navires de croisière au monde. Le chantier naval est détenu en partie par Royal Caribbean Group et Carnival Corporation. L'investissement devrait apporter des milliards de dollars d'impact économique à l'économie de Grand Bahamas au cours des 25 prochaines années.

## Îles-Turques-Et-Caiques

**L'Assemblée a adopté un projet de loi** de finances supplémentaire de 13,4 M **USD soit 3 % du budget pour l'année** fiscale 2023-2024. Le premier projet de loi de finances supplémentaire pour l'exercice 2023-2024, portant le budget à un total de 434 M USD, vise notamment à financer les coûts de rapatriement et de détention, à soutenir les programmes communautaires et de protection sociale et à financer le projet de réaménagement du port de South Dock.

## Jamaïque

**L'entreprise Caribbean Producers** (Jamaica) Limited (CPJ), spécialisée dans la distribution alimentaire et de boissons, vins et spiritueux et dans la production de viandes et jus, qui a réalisé une année record avec une hausse de 19 % de ces recettes en 2022 pour atteindre 142,5 M USD, vise à porter ce chiffre à un quart de milliard de dollars au cours des cinq prochaines années grâce à son expansion en Jamaïque et à Sainte-Lucie. Ses ventes ont augmenté de 22 % pour atteindre 119 M USD en 2022.

## Îles Vierges Britanniques

Les Îles Vierges britanniques ont été retirées par le Conseil de **l'UE de la liste** des juridictions non coopératives à des fins fiscales. Cette décision intervient suite à la modification de leur cadre relatif à l'échange de renseignements sur demande (critère 1.2), ce nouveau cadre fera l'objet d'une réévaluation conformément à la norme de l'OCDE.

## Antigua-Et-Barbuda

**Le 17 octobre dernier, le Conseil de l'UE** a ajouté Antigua-et-Barbuda à la liste des juridictions non coopératives à des

fins fiscales. Cette décision intervient puisque le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements, organe de l'OCDE en charge de la revue par les pairs des mécanismes d'échanges d'informations, n'a pas attribué une évaluation au moins « largement conforme » pour l'échange d'information sur demande (critère 1.2).

## Saint-Vincent-Et-Les Grenadines

Les perspectives économiques du FMI prévoient pour Saint-Vincent-et-les-Grenadines une croissance de 6,2 % en 2023 et de 5 % en 2024, la plus forte des **pays de l'Organisation Economique des** Caraïbes Orientales. L'état insulaire devrait connaître des résultats supérieurs à la croissance moyenne des autres pays de l'OECE, de 4,7 % en 2023, puis de 4 % en 2024. Aussi, l'inflation ralentirait à + 3,4 % (g.a.) en 2023, contre + 6,7 % (g.a.) en 2022, puis à + 2 % (g.a.) en 2024.

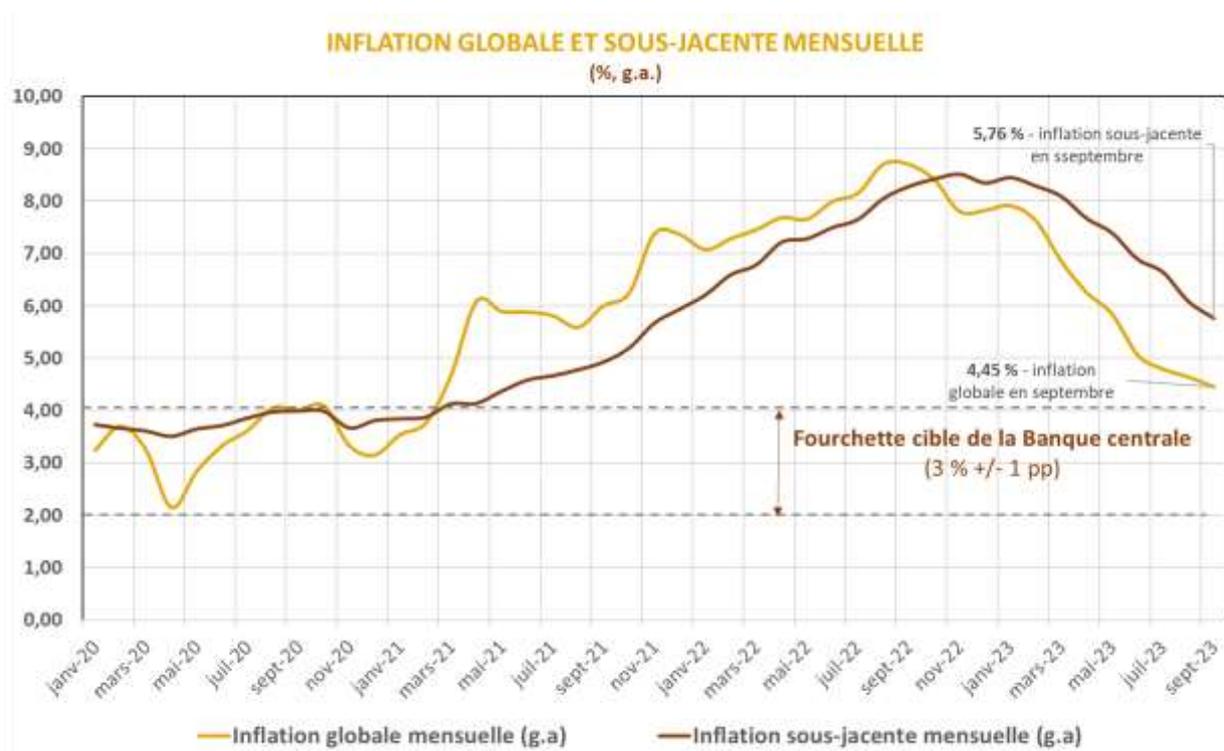
## Montserrat

**Les conclusions du Conseil de l'UE** confirment la sortie de Montserrat de **l'annexe 2 de la liste de l'UE** des juridictions non coopératives à des fins fiscales. Cette liste relève de la coopération entre l'UE et ses partenaires internationaux, en lien avec leurs engagements de reformer leur législation pour se conformer aux normes de bonne gouvernance fiscale. L'île a respecté tous ces engagements en ce qui concerne les rapports par pays sur les impôts payés.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,1 %	2,1 %	52,6 %	4,5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	12,8 %	4 %	3 %	59,3 %	2,0 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	4,4 %	3,2 %	63 %	-1 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,4 %	3,5 %	28,3 %	5,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	2,9 %	3,2 %	46,3 %	5,3 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	3,0 %	3,3 %	42 %	7,6 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-7,9 %	11,2 %	2,6 %	2,2 %	1,9 %	73 %	3,1 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,5 %	1,4 %	19,6 %	30,1 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2 %	1,8 %	72,3 %	5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	6 %	4 %	52,8 %	2,2 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	3 %	5,2 %	59,8 %	4 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

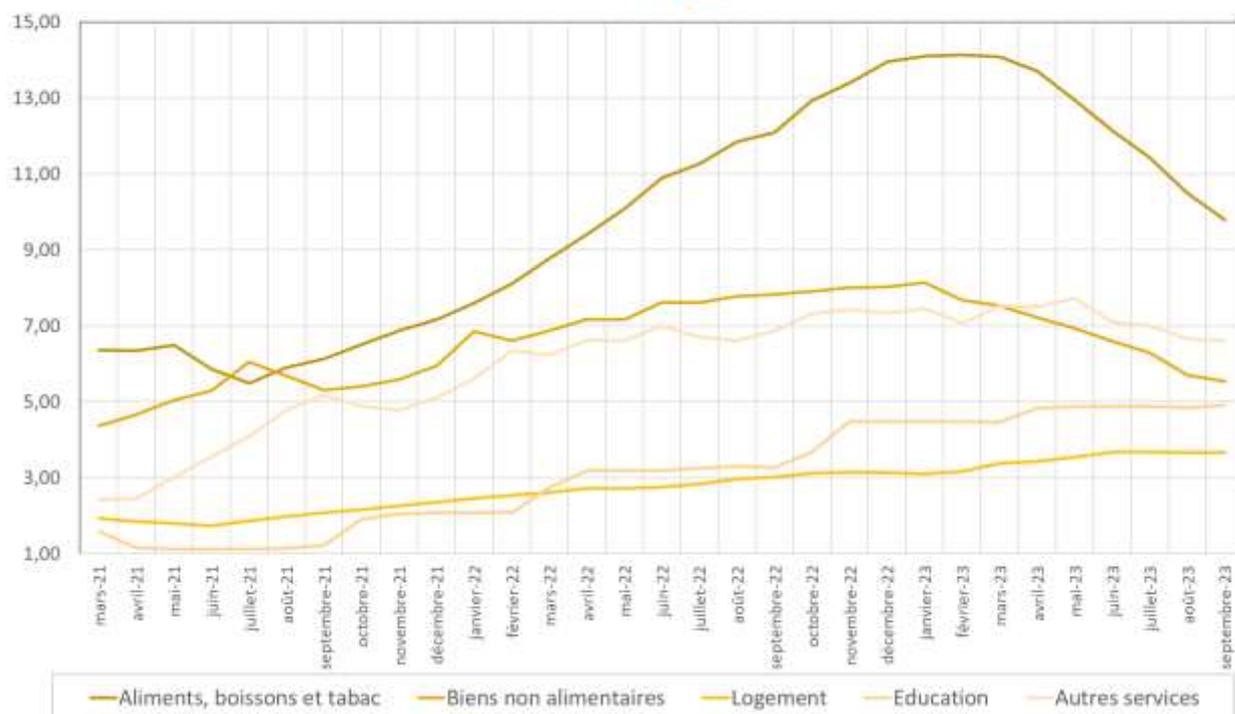
### -Annexe Graphique Mexique -



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

### EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

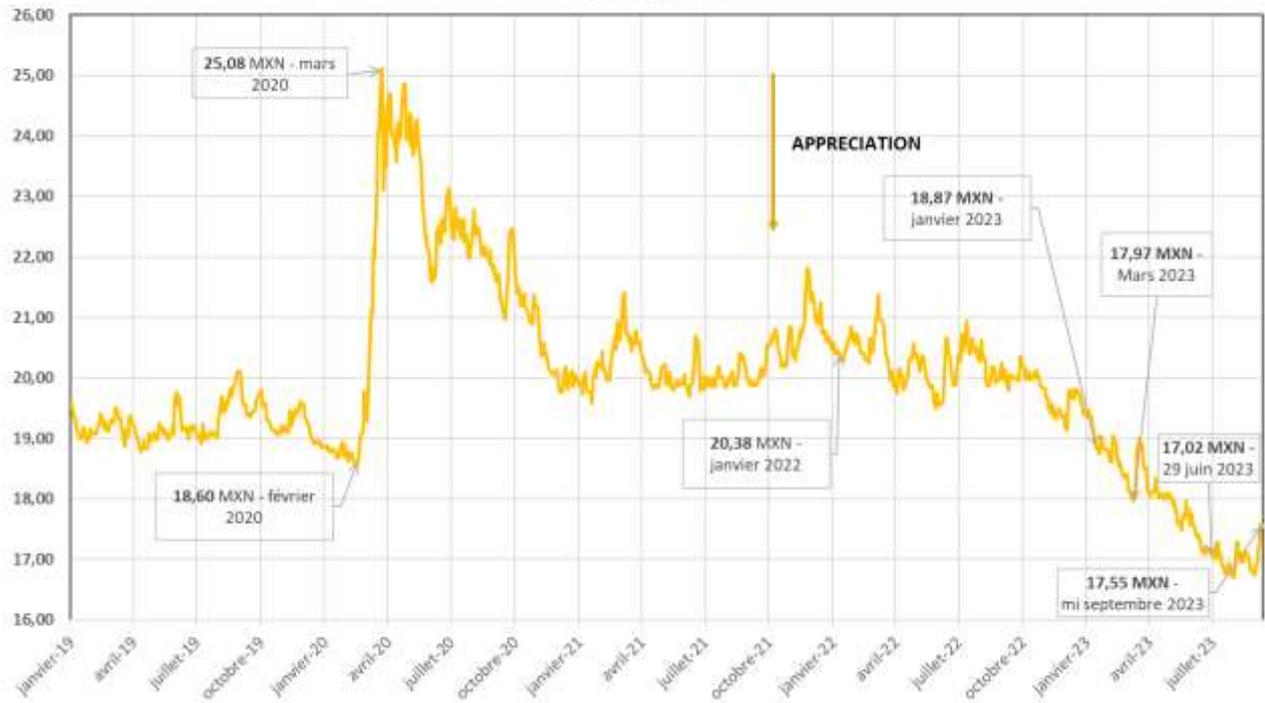
### DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

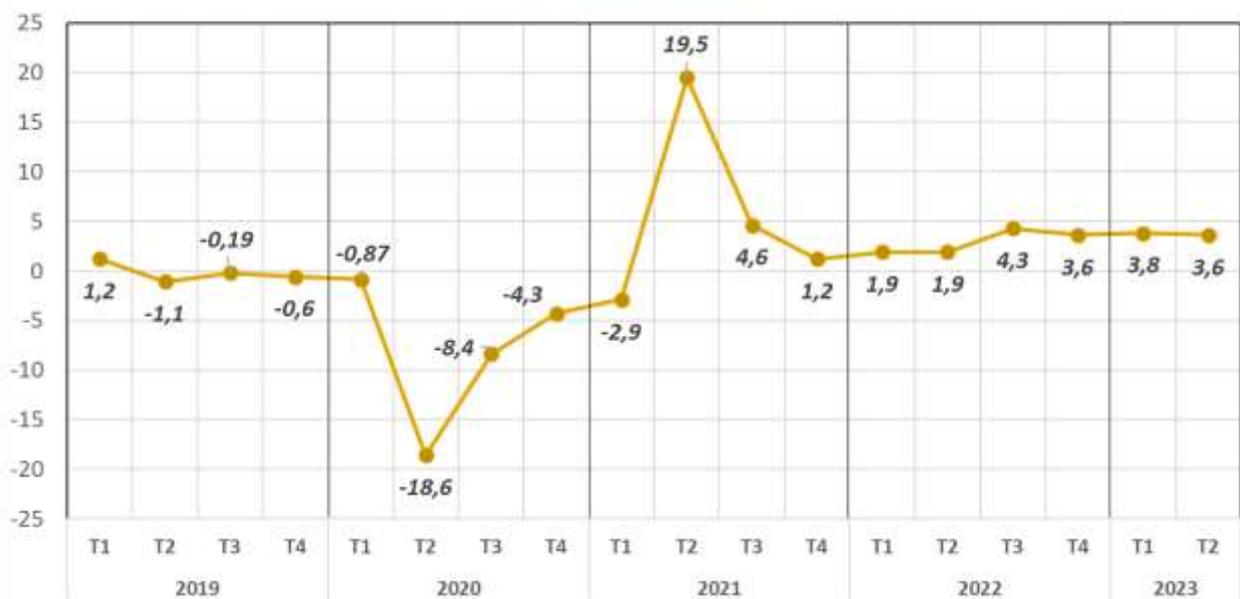
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



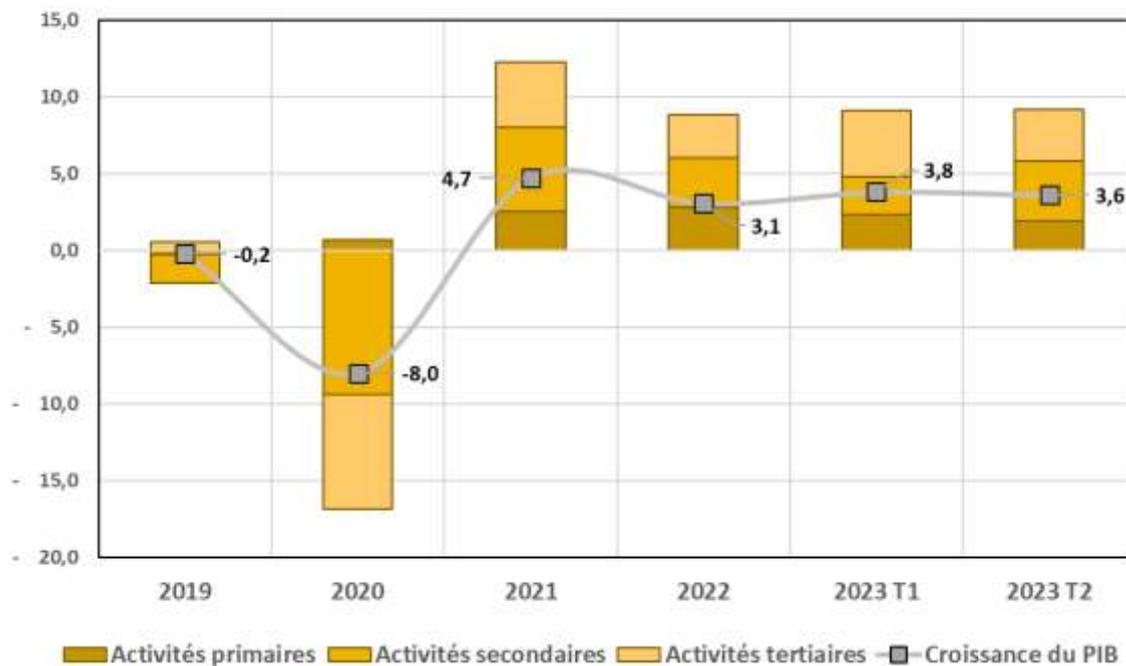
Source : Banque centrale du Mexique

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB (%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

### DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)